RFI

**Emissions suspendues : un des papiers qui ont décidé Kinshasa**

 **«***«Journée ville morte» pour appeler au respect de la Constitution***»**

*En RDC, le Front citoyen 2016 appelle à une « journée ville morte » ce mardi pour appeler au respect de la Constitution, et notamment des délais constitutionnels pour l’élection présidentielle. Le gouvernement comme la Commission électorale sont suspectés par ce collectif de partis d’opposition et d’organisations de la société civile de vouloir entériner un glissement du calendrier électoral pour permettre à Joseph Kabila qui termine son deuxième et dernier mandat de rester au pouvoir. Un premier test pour les détracteurs du président congolais alors que le gouvernement, les forces de l’ordre et la majorité appellent les citoyens à se rendre au travail.*

*Ce n’est pas une journée comme les autres. La date est toute symbolique : le 16 février 1992, les chrétiens avaient marché pour réclamer la réouverture de la conférence nationale, ils avaient été massacrés par le régime du Maréchal Mobutu. L’Eglise catholique avait à la fin de l’année dernière décrété une nouvelle marche des chrétiens pour le 16 février 2016 pour appeler, comme le Front citoyen aujourd’hui, au respect de la Constitution, mais elle avait rapidement fait marche arrière. Peur d’une récupération politique de l’opposition, d’un nouveau bain de sang ou pressions du Vatican ?*

*Respect des délais constitutionnels*

*Toujours est-il que l’opposition et la société civile, hostiles au maintien au pouvoir de Joseph Kabila, ont fini par s’aligner sur cette position en appelant non plus à des manifestations, mais à une « journée ville morte ». Le Front citoyen invite donc les Congolais à rester chez eux pour montrer leur hostilité à toute violation de la Constitution, leur attachement à l'organisation des élections dans les délais constitutionnels, soit avant fin 2016, et à l'alternance démocratique. Pour la majorité présidentielle, cela reste une récupération politique d’une date symbolique.*

*La majorité appelle les Congolais à aller travailler. Plusieurs ministères ont quant à eux émis des directives pour rappeler qu’il s’agit d’une journée ouvrable, que des fiches de présence seront remplies, et que des sanctions exemplaires seront prises contre les absents. A Kinshasa, le commissaire provincial de la police a averti : tout le monde doit aller au travail. Les forces de police seront déployées pour empêcher toute perturbation de la circulation.*

*Le Front citoyen 2016 dénonce des actes d’intimidation.*

*Ce lundi, le collectif a reçu le soutien d’un allié de poids, celui d'Etienne Tshisekedi. Un ralliement de dernière minute qui en surprend plus d'un. L'opposant historique invite finalement ses partisans à répondre à l'appel du Front citoyen. « Le 16 février, ça nous rappelle 1992, le massacre des chrétiens, explique Felix Tshisekedi, secrétaire national de l'UDPS chargé aux relations extérieures. Il y a eu beaucoup de morts parmi l'UDPS, mais aussi parce que nous sommes à une période cruciale de l’histoire politique de notre pays. Le pouvoir est en train de multiplier les actes qui sont loin en tout cas d’indiquer une intention réelle de jouer le jeu démocratique. »*

*La semaine dernière pourtant, Bruno Mavungu, secrétaire général du parti avait publiquement rejeté cette journée « ville morte ». Il reprochait même à ses organisateurs de vouloir récupérer la date très symbolique du 16 février à des fins politiques.*

*Une prise de position qui avait suscité des remous au sein de l'UDPS, certains accusant le secrétaire général de vouloir faire cavalier seul pour ménager ses bonnes relations avec le pouvoir en vue d'un possible gouvernement d'union.*

*Pour le sénateur de la majorité, Léonard She Okitundu, cet épisode illustre la lutte d'influence qui sévit au sein de l'UDPS, mais témoigne aussi plus largement d'une guerre de leadership au sein de l'opposition.*